**Problèmes économiques et sociaux**

Sujet : Quelles politiques économiques pour la France ?

La crise des Subprimes de 2007 se fait toujours ressentir presque 7 ans plus tard. François Hollande, successeur de Nicolas Sarkozy à la Présidence Française, ne semble pas encore avoir trouvé la politique à appliquer afin de relancer la croissance due à une forte hésitation car le moindre faux geste pourrait faire retomber la France dans la crise. Depuis son élection en mai 2012, le président socialiste a mis en place des mesures d’augmentation des impôts et d’accroissement des dépenses pour améliorer la compétitivité de la France, mais rien de bien précis et efficace. Les Etats-Unis, sous le gouvernant Bush, n’ont pas hésité à soutenir l’expansion en diminuant fortement les impôts, ce qui a creusé le déficit budgétaire. Il est donc compliqué de faire un choix car celui peut comporter des conséquences désastreuses sur l’économie. De facto, quelles politiques économiques la France devrait-elle employer afin de sortir définitivement de la Crise ?

Nous répondrons à cette question à travers trois grands axes :

* Dans un premier temps nous étudierons les politiques libérales.
* Puis, dans un second temps nous étudierons les politiques de relances Keynésiennes.
* Enfin, dans un troisième et dernier temps nous verrons quelles sont les limites de ces politiques imposés par l’Union Européenne.

Dans cette période difficile que l’on vit en France, certains économistes se demandent aujourd’hui s’il ne serait pas préférable d’opter pour un politique libérale. Pour eux, il s’agirait donc de remanier intégralement l’économie Française. En économie, le libéralisme est une doctrine défendant la libre entreprise et la liberté du marché. Le principe fondamental du libéralisme est qu’il existe un ordre naturel qui tend à conduire le système économique vers un équilibre parfait. Les conditions à remplir pour que la concurrence du marché soit pure et parfaite sont multiples :

* Atomicité : un grand nombre d’offreurs et de demandeurs de petite taille par rapport au marché.
* Homogénéité : les produits sont identiques et substituables, on ne peut donc pas faire de la concurrence par les produits ou par les marques.
* Fluidité du marché : liberté d’entrée et de sortie sur le marché, il n’y a donc pas de contraintes institutionnelles.
* Transparence du marché : l’information ne peut pas être source de pouvoir sur le marché.
* Mobilité des facteurs de production : les agents économiques disposent du travail et du capital en fonction de leurs besoins.

Le libéralisme économique s’oppose au contrôle par l’État des moyens de production et à l’intervention de celui-ci dans l’économie, si ce n’est pour coordonner les entreprises ou garantir un marché équitable.

Mais le libéralisme n’est pas aussi efficace que l’on pourrait laisser croire, il est impossible d’avoir une concurrence pure et parfaite sur un marché, aucune de toutes les conditions ne sont possible dans un marché. En France, la voie libérale n’a jamais été envisagée, c’est pourquoi l’on se demande si ça vaudrait le coup d’essayer. Mais cela serait trop compliqué à mettre en place. De plus, le libéralisme est très fortement critiqué. Certains économistes avancent que le libéralisme a été conçu dans le but de répondre pleinement aux exigences du capitalisme. En effet le libéralisme conditionne certains sacrifices que beaucoup de Français ne seront pas prêts à faire. Il faudrait déjà supprimé le système de salaire minimum, il y aurait une très forte concurrence entre les employés car l’entreprise pourra décider de licencier librement sans aucun motif, il y aurait également une suppression des services publics. L’économie détiendrait une suprématie absolue au sein de l’État. Le libéralisme ne semble donc pas être la meilleure solution à adoptés.

Si le libéralisme ne peut pas convenir à l’économie Française alors que choisir ? La politique keynésienne semble être la direction la plus logique à prendre. Keynes partait du principe que le marché était instable. Le keynésianisme s’appuie principalement sur deux idées. Il faut qu’il y ait l’existence d’un chômage involontaire non lié à la rigidité des salaires, il faut ensuite que la monnaie ait un rôle actif. Il s’agit donc d’une politique beaucoup plus interventionniste que le libéralisme puisque l’État est le seul à pouvoir agir sur ces deux points. La politique Keynésienne consiste à relancer la consommation, cela peut s’effectuer par la relance de biens de productions, c’est à dire par exemple par l’initiative de grands travaux (pont, autoroutes, stades). Nicolas Sarkozy, pendant son mandat, a eu recours à cette méthode lors de la construction de voie réservé à des tramways. Cette méthode consiste également à jouer avec le déficit budgétaire en baissant les taux d’intérêts pour relancer l’activité. Mais la politique Keynésienne présente également des failles. Lors de la crise de 1929, la méthode Keynes avait été entreprise, le monde est sortie de la crise et bons nombres de pays ont continué à avoir recours à cette méthode jusque dans les années 80, ce qui a eu pour conséquences de créer des déséquilibres extérieurs, car les entreprises nationales n’étaient plus compétitives, ce qui a provoqué la diminution des exportations et l’augmentation des importations, sans compter les importants déficits budgétaires, la croissance de son côté restait instable et le chômage ne cessait de progresser. De plus il s’est avéré que cette méthode était inflationniste sur le long terme. Malgré ces défauts, la politique Keynésienne semble être la plus approprié et la plus efficace pour permettre à la France de relancer son économie. Il suffirait juste de ne pas commettre à nouveaux les erreurs du passé. Mais la France doit aussi prendre en compte les conditions à respecter instaurées par l’Union Européenne.

Quelles politiques économiques la France devrait-elle donc adopter ? Ce choix doit aussi se faire en fonction des possibilités données par l’Union Européenne qui a instauré certaines règles auxquelles les pays membres doivent se tenir s’ils veulent continuer à en faire partie. Il y a tout d’abord la présence du Pacte de Stabilité de croissance datant de 1997 qui présente réellement une limite à ces politiques économiques que sont le libéralisme et le keynésianisme. Ce pacte désigne un ensemble de règles que les États membres de la zone Européenne se sont engagés à respecter. En effet, ceux-ci se doivent de ne pas avoir un déficit budgétaire supérieur à 3% du P.I.B excepté pour raisons exceptionnelles comme par exemple si la croissance est négative. Cette condition sur le déficit budgétaire permet de coordonner les politiques budgétaires nationales et d’éviter l’apparition de pays membres excessifs. La France n’a donc aucune emprise sur le mode de politique budgétaire à mener, l’Europe possède cette faculté.

Le libéralisme et le Keynésianisme sont donc deux politiques de relances économiques complètement différentes basées sur des critères tout à fait opposés. Avec d’un côté une politique qui se veut libérale, laissant le marché fonctionner librement, celui-ci reposant sur une concurrence soit disant pure et parfaite, et d’un autres côté une politique plus interventionniste consistance à relancer la consommation en jouant avec le déficit budgétaire, de baisser les taux d’intérêts. Ces deux méthodes ont fait leur preuve par le passé mais présente tous deux d’importantes failles. Pour le libéralisme, la concurrence pure et parfaite n’existe pas, ce qui remet en cause toute la méthode de relance, et pour la politique keynésienne, il s’agit d’une méthode présentant de lourds problèmes sur le long terme, inflations, déficits budgétaires importants, moins de compétitivité au sein des entreprises nationales. Choisir entre ces deux politiques est donc un choix épineux d’autant plus que l’Union Européenne présente des limites via le pacte de stabilité de croissance empêchant les pays membres d’avoir un déficit budgétaire supérieur à 3% de leur P.I.B. La solution serait peut-être d’envisager une nouvelle méthode pouvant englober certains paramètres du libéralisme et du keynésianisme écartant les failles.